

Convention collective nationale

IDCC : 218 | **ORGANISMES DE SÉCURITÉ SOCIALE**
(8 février 1957)

Accord du 14 octobre 2019

à l'accord-type du 25 avril 1983
relatif aux modalités de mise en œuvre du droit d'expression des salariés

NOR : ASET2050730M

IDCC : 218

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

UCANSS,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

SGPCOSS CFE-CGC,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

L'ordonnance n° 2017-1386 du 22 septembre 2017 relative à la nouvelle organisation du dialogue social et économique dans l'entreprise et favorisant l'exercice et la valorisation des responsabilités syndicales, a modifié les dispositions relatives à la représentation du personnel dans les entreprises, en mettant fin à l'existence légale de 3 instances : les délégués du personnel, les comités d'entreprise, et les comités d'hygiène, de sécurité, et des conditions de travail.

Parallèlement, une nouvelle instance a été créée : le comité social et économique.

C'est afin de permettre à la représentation du personnel d'exercer ses attributions dans les meilleures conditions, en tenant compte de cette nouvelle architecture, qu'a été négocié le présent accord.

Article 1^{er} | Modification de l'accord-type du 25 avril 1983 sur les modalités de mise en œuvre du droit d'expression des salariés dans les organismes de sécurité sociale et leurs établissements

Les dispositions de l'avenant portant adaptation au bénéfice des employés et cadres des dispositions de l'accord-type du 25 avril 1983 sur les modalités de mise en œuvre du droit d'expression des salariés dans les organismes de sécurité sociale aux évolutions législatives intervenues dans le domaine de la représentation du personnel sont applicables au personnel relevant de la convention collective nationale de travail du 4 avril 2006 des praticiens conseils du régime général de sécurité sociale.

Article 2 | Dispositions diverses

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Il peut être révisé ou dénoncé dans les conditions posées par le code du travail.

Il s'applique sous réserve de son agrément par les autorités de tutelle et ne vaut en aucun cas engagement unilatéral de l'employeur.

Fait à Montreuil, le 14 octobre 2019.

(Suivent les signatures.)